

Astek Sud-Est mobilise au-delà de Sophia Antipolis

Inquiets pour leur avenir, des salariés d'**Astek Sud-Est**, second employeur de la technopôle de Sophia Antipolis (Alpes-Maritimes) avec environ 750 collaborateurs, ont porté leurs revendications auprès du sous-préfet et du directeur départementale du travail (Direccte) en juillet, après des mois de mobilisation.

Astek Sud-Est manifeste

Au printemps 2013, des collaborateurs de la [société de services en ingénierie informatique](#) ont manifesté à quatre reprises « *pour demander le respect de leurs droits, de meilleures conditions de travail, une procédure claire et équitable concernant les remboursements de frais* » et rencontrer leur directeur général, **Franco Platano**, a commenté le syndicat **Solidaires Informatique** par voie de communiqué.

Au total, plus de 250 personnes se seraient déplacées au cours d'une de ces journées d'action et 59 auraient déclaré avoir fait grève. La presse et les élus locaux ont été alertés et deux représentants du personnel, qui ont vu la procédure de licenciement les concernant être abandonnée, seront cités devant le tribunal correctionnel de Grasse début septembre.

Une rentrée sous tension ?

Solidaires Informatique, qui a largement participé à ces mobilisations, a interpellé élus locaux et membres de l'exécutif « *pour dénoncer l'absence de dialogue social et la répression* » suite aux manifestations de salariés et de leurs représentants.

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, **Michel Vauzelle**, président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, et **Jean Leonetti**, président de la Communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis (CASA), figurent parmi les personnalités politiques contactées.

Enfin, **Marc Daunis**, sénateur-maire de Valbonne également impliqué dans la mise en place d'un dialogue social à Astek Sud-Est, a obtenu une réponse favorable de **Jean-Luc Bernard**, président fondateur de la société, en vue d'une prochaine rencontre.

Crédit photo © Palto – Shutterstock

À lire également : [Régis Granarolo \(MUNCI\)](#) : « *Nos employeurs craignent par-dessus tout le plein emploi* ».

Voir aussi

[Silicon.fr étend son site dédié à l'emploi IT](#)